Le CESE a adopté ses orientations stratégiques pour la mandature 2015-2020

PUBLIÉ LE 23/02/2016

Paris, le 23 février 2016 – Après plusieurs semaines de réflexion collective, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) vient d'adopter un texte fixant les orientations stratégiques de son action pour la mandature 2015-2020. L'adoption de ces orientations sans aucune opposition et à une très large majorité des conseillers (171 voix pour et 23 abstentions) est caractéristique de la méthode initiée par Patrick Bernasconi. Les actions mises en place par ce dernier depuis son élection se déclinent selon quatre axes : La définition d'orientations stratégiques qui seront la colonne vertébrale des travaux du Conseil pour la durée de la mandature ; L'amélioration de la gouvernance du Conseil qui est le second chantier prioritaire pour notre assemblée ; Le renforcement de l'implication des organisations présentes au CESE, qui doivent s'impliquer davantage dans ses travaux et se les approprier, mais aussi des pouvoirs publics, qui doivent mettre en œuvre les préconisations émises par le CESE ; Une écoute plus attentive de la parole citoyenne, à travers les pétitions citoyennes. Les orientations stratégiques dont vient de se doter le CESE rappellent les missions de la troisième assemblée de la République.

Parmi celles-ci, l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques, sont des tâches essentielles et qui doivent permettre de formuler des propositions concrètes sur des sujets au cœur des préoccupations des Français. Dans ce cadre, la section des affaires sociales et de la santé présentera le 26 avril prochain un projet d'avis portant sur : « L'impact du chômage sur les personnes et leur entourage : mieux prévenir et accompagner ». Par ailleurs, quelques semaines après sa venue, le Premier ministre Manuel Valls a saisi le CESE sur le « développement de la culture du dialogue social ». Le gouvernement souhaite établir, à partir des propositions qui seront formulées par le Conseil, une feuille de route partagée avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux et permettant d'accompagner la mise en œuvre et la réussite de la réforme du droit du travail engagée par le gouvernement. Cette saisine vient conforter la volonté du CESE de travailler en collaboration toujours plus étroite avec le gouvernement. Le Conseil économique, social et environnemental entend se mobiliser au service du pays en éclairant les pouvoirs publics, conformément à ses missions.

Télécharger

© - copyright CESE - Novembre 2026